ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 6 novembre 1974, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal relatif aux conditions d'accès à certains emplois du Ministère des Finances", a donné le 18 décembre 1974 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 6e november 1974 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de voorwaarden van toelating tot sommige betrekkingen bij het Ministerie van Financiën", heeft de 18e december het volgend advies gegeven :

OBJET DU PROJET.

Le projet tend à abroger en son entier et à remplacer par un arrêté nouveau l'arrêté royal du 4 août 1967 relatif aux conditions d'accès à certains emplois du Ministère des Finances. Nonobstant les termes généraux de son intitulé, ce dernier arrêté a pour seul objet de réserver à des candidats du sexe masculin certains emplois de l'Administration des douanes et accises et certains emplois de l'Administration du cadastre. Son champ d'application a déjà été restreint par l'arrêté royal modificatif du 24 septembre 1971.

Le présent projet tend à réduire encore davantage les catégories d'emplois réservés à des candidats du sexe masculin. Il supprime l'exclusion des candidats du sexe féminin en ce qui concerne les emplois du niveau 2. Par ailleurs, comme l'a signalé le fonctionnaire délégué, le Ministre des Finances a décidé de subdiviser les emplois du niveau 3 du "secteur des accises" en emplois des "sections de surveillance" et en emplois des "sections de contrôle". Aux termes de l'article 1er, 1°, de l'arrêté en projet, les candidats du sexe féminin ne seront plus exclus que des emplois des "sections de surveillance", lesquels correspondent à des fonctions itinérantes comprenant la visite d'établissements; ces candidats du sexe féminin seront, en revanche, désormais admissibles aux emplois des "sections de contrôle", lesquels correspondent à des fonctions plus administratives comprenant, par exemple, la vérification de comptabilités.

.../...

OBSERVATION GENERALE.

I. Le principe de l'égalité des citoyens consacré par l'article 6 de la Constitution -actuellement complété par l'article 6bis- implique notamment que l'autorité administrative compétente pour prendre des règlements ne peut établir de règles différentes que pour des personnes se trouvant dans des situations de fait différentes. Il implique, en outre, que cette autorité ne peut établir des règles différentes qu'en se fondant sur des éléments objectifs qui sont raisonnablement de nature à justifier la distinction faite par ces règles, compte tenu de leur objet et de leur but. Il va de soi que, dans une fort large mesure, la question de savoir si des différences de situation de fait sont de nature à justifier une différence de régimes juridiques dépend de la conception que l'on se fait de l'organisation qu'il y a lieu de donner à la société. C'est pourquoi, comme le Conseil d'Etat l'a déclaré dans l'arrêt du 15 mars 1974, Masip, n° 16.303, IIIe, "le champ d'application (dudit principe de l'égalité des citoyens) est nécessairement déterminé par la conception que le Constituant s'est faite et par celle que le législateur se fait à tout moment des exigences de son respect; que ce champ d'application se circonscrit donc dans les limites que la Constitution a établies ou consacrées et varie selon les extensions que le législateur lui donne à raison des circonstances qu'il prend en considération".

II. Au XIXe siècle, tenant compte des conceptions relatives au rôle de la femme, qui prévalaient dans

.../...

la société au moment de l'adoption des lois qui avaient institué ou organisé les diverses fonctions publiques, la jurisprudence considérait que la législation contenait une règle générale implicite excluant, sauf dérogation expresse, les femmes de toutes les fonctions publiques proprement dites (PANDECTES BELGES, Tome 44, 1893, v° Fonction publique, n°s 29 et sqq).

Au lendemain de la première guerre mondiale, des lois particulières ont admis les femmes à des fonctions publiques déterminées. Les lois des 15 avril 1920 et 27 août 1921 leur ont ouvert l'accès aux fonctions de conseiller communal, bourgmestre, échevin, secrétaire communal et receveur communal. La loi du 7 août 1922 leur a ouvert l'accès à la profession d'avocat. En ce qui concerne les fonctions des administrations de l'Etat, le Gouvernement considère depuis 1921 que les femmes y sont admissibles. Toutefois, le Gouvernement a estimé pouvoir exclure les femmes de certaines de ces fonctions (G. DOR et Ad. BRAAS. La Constitution, n° 85, dans Novelles, Lois politiques et administratives, Tome II; L. TALLOEN, "Les femmes dans l'administration publique" dans "La réforme du statut des agents de l'Etat", pp. 71-118. Institut belge des sciences administratives, 1954).

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les lois des 7 mai 1947, 21 février 1948 et 1er mars 1950 ont admis les femmes respectivement aux fonctions d'avocat à la Cour de cassation, à toutes les fonctions de l'ordre judiciaire ainsi qu'à celles de membre du Conseil d'Etat ou de son auditorat.

.../...

La loi du 19 mars 1964 a approuvé la Convention conclue à New York le 31 mars 1953 sur les droits politiques de la femme. L'article 3 de la Convention porte que "Les femmes auront, dans des conditions d'égalité, le même droit que les hommes d'occuper tous les postes publics et d'exercer toutes les fonctions publiques établis en vertu de la législation nationale, sans aucune discrimination". Conformément à la suggestion faite par le Conseil d'Etat dans son avis sur le projet de loi, le Gouvernement a assorti l'adhésion de la Belgique à la réserve suivante : "... Tant pour le passé que pour l'avenir, la Convention ne peut faire obstacle à ce que l'autorité publique établisse des conditions d'accès aux fonctions publiques, en s'inspirant, en dehors de toute idée de discrimination, soit du souci d'assurer la protection de la femme contre certains risques physiques ou moraux, soit de considérations objectives tenant aux exigences inhérentes à la bonne marche de certains services publics" (Moniteur belge du 2 septembre 1964). Dans son avis sur le projet de loi, le Conseil d'Etat avait fait valoir que "De telles exclusions ne constituent pas de véritables discriminations; elles consacrent une différence de traitement fondée sur une différence de fait et les conséquences objectives qui en résultent " (Doc. parl. Ch., sess. 1962-1963, n° 644/1, page 4).

III. L'évolution de la législation, que l'on vient de décrire très brièvement, permet de déduire que le principe de l'égalité consacré par l'article 6 de la Constitution est aujourd'hui interprété comme incluant

.../...

le principe de l'égalité des sexes. Comme l'arrêt du 15 mars 1974 cité plus haut l'a déclaré "une discrimination basée uniquement sur le sexe" viole ce principe.

Le principe de l'égalité des sexes vaut notamment pour l'admissibilité aux emplois publics.

Ce principe ne porte toutefois pas atteinte, comme l'énonce l'arrêt du 9 février 1966, n° 11.634 (Rec., p. 117) au pouvoir "que détient l'autorité de fixer les conditions d'accès aux emplois publics et, partant, de subordonner l'admission à certains des emplois à des conditions d'aptitude que seuls les candidats du sexe qu'elle détermine sont susceptibles de remplir". Le Conseil d'Etat a confirmé sa jurisprudence par l'arrêt du 21 décembre 1966, n° 12.124 (Rec., p. 1013) et par les arrêts du 21 juin 1973, n° 15.928 et 15.929 (Rec., p. 504).

Par ailleurs, il y a notamment lieu de tenir compte du texte et de l'esprit des dispositions légales qui interdisent ou permettent au Roi d'interdire aux femmes des travaux déterminés (Loi du 16 mars 1971 sur le travail, articles 8, 10, 36, 41 à 45).

IV. L'évolution de la législation fait, au surplus, apparaître que certains changements dans la condition féminine sont de nature à faire juger discriminatoire une différence de traitement à laquelle on avait jusque-là reconnu une justification objective. C'est, en effet, l'évolution de la condition de la femme au sein de la société

.../...

qui a conduit à donner à l'article 6 de la Constitution une interprétation que cette disposition n'avait pas reçue auparavant.

V. Compte tenu de l'ampleur des changements qui se sont produits et qui continuent à se produire en ce qui concerne la condition de la femme dans notre société, le Conseil d'Etat estime souhaitable de présenter deux considérations complémentaires d'ordre général :

1° Le système qui consiste à présumer que les candidats d'un sexe remplissent seuls des "conditions d'aptitude" qui feraient toujours défaut aux candidats de l'autre sexe expose à l'arbitraire. Pour prévenir ce danger, il serait préférable de recourir, dans toute la mesure du possible, à un autre système qui consisterait à définir de manière plus précise les conditions d'aptitude et à vérifier, sans distinction selon leur sexe, quels candidats y satisfont.

2° Une plus grande spécialisation des emplois permettrait de limiter davantage l'exclusion des candidats du sexe féminin.

Tel est, d'ailleurs, l'objectif poursuivi par le présent projet, qui vise à soustraire une catégorie nouvelle d'emplois de l'Administration des douanes et accises à l'exclusion dont étaient jusqu'ici frappés les candidats du sexe féminin.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Intitulé.

Pour que l'objet de l'arrêté en projet soit indiqué de manière plus précise par l'intitulé, il serait préférable de rédiger cet intitulé comme suit :

"Arrêté royal relatif à certains emplois du Ministère des Finances réservés à des candidats masculins".

Préambule et formalités préalables.

I. Il y a lieu, en tête du préambule, de viser l'article 66, alinéa 2, de la Constitution, qui constitue le fondement légal de l'arrêté en projet.

II. Dans un souci de plus grande précision et pour se conformer à l'usage, il conviendrait de rédiger comme suit l'alinéa 1er, qui deviendrait l'alinéa 2 :

"Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment les articles 6 et 15, alinéa 2, modifiés par les arrêtés royaux des 16 mars 1964 et 17 septembre 1969";.

III. Pour se conformer à l'usage, il serait préférable de supprimer, à l'alinéa 4, la mention de l'arrêté royal du 4 août 1967, que l'article 2 du projet abroge.

.../...

IV. Le considérant se borne à énoncer que le Gouvernement estime souhaitable "de lever l'exclusion du personnel féminin de l'accès à certains emplois de l'Administration des douanes et accises". Il est exact que l'arrêté en projet a un champ d'application plus limité que celui de l'arrêté royal du 4 août 1967. Mais, comme il abroge ce dernier arrêté, c'est l'arrêté en projet qui aura pour effet d'établir la condition de l'appartenance au sexe masculin pour la nomination aux emplois pour lesquels le Gouvernement entend maintenir cette condition. Selon l'interprétation actuelle du principe de l'égalité des citoyens -compris aujourd'hui comme incluant le principe de l'égalité des sexes-, ainsi qu'il a été exposé plus haut, les arrêtés royaux qui réservent des emplois déterminés de l'administration générale soit aux candidats masculins, soit aux candidats féminins constituent des mesures de caractère exceptionnel. Celles-ci ne peuvent, dès lors, être prises qu'en raison d'éléments objectifs propres aux fonctions auxquelles correspondent les emplois. En outre, il y a lieu de motiver les arrêtés royaux ayant l'objet indiqué, en mentionnant de manière précise au préambule ces éléments objectifs.

En ce qui concerne l'Administration des douanes et accises, le projet ne maintient la condition de l'appartenance au sexe masculin que pour les emplois des grades classés au niveau 3 qui font partie soit du secteur des douanes, soit des sections de surveillance du secteur des accises. Pour les deux groupes d'emplois, selon les explications du fonctionnaire délégué, les fonctions correspondant à ces emplois entraînent de grandes fatigues physiques, exigent des prestations de nuit et exposent à des voies de fait.

.../...

En ce qui concerne l'Administration du cadastre, le projet maintient la condition de l'appartenance au sexe masculin pour les emplois de "manoeuvre", pour la raison que les fonctions visées exigent de grandes fatigues physiques.

L'arrêté en projet pourrait comprendre des considérants rédigés comme suit :

"Considérant qu'à la suite de la nouvelle organisation donnée à une partie des services de l'Administration des douanes et accises, il est possible de supprimer pour certains emplois l'exclusion des candidats de sexe féminin actuellement établie;

Considérant qu'en revanche, il convient de continuer à réserver à des candidats de sexe masculin les emplois indiqués à l'article 1er, parce qu'ils correspondent à des fonctions qui entraînent de grandes fatigues physiques et qui, en outre, pour certaines d'entre elles, exigent des prestations de nuit et exposent à des voies de fait".

V. Il y a lieu de viser au préambule l'avis du conseil de direction du Ministère des Finances, qui, selon les renseignements du fonctionnaire délégué, a bien été donné. En effet, la consultation du conseil de direction était obligatoire puisque le projet tombe sous l'application de l'article 6 du statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1969.

.../...

Article 1er.

1. Dans le souci de donner à l'article une rédaction plus précise et d'éviter qu'une modification du classement des grades en niveaux n'aboutisse à une extension du champ d'application de la condition établie par le projet, il serait préférable de substituer à la mention des emplois des grades classés au niveau 3 l'énumération de ces grades.

II. L'article 1er, 1°, détermine son champ d'application en se référant à la répartition des emplois du niveau 3 de l'Administration des douanes et accises entre le "secteur de la douane", le "secteur des accises" et et le "secteur des bureaux". Il détermine également son champ d'application en se référant à la répartition faite, dans le "secteur des accises", entre les emplois des "sections de surveillance" et les emplois des "sections de contrôle". Or, selon les renseignements du fonctionnaire délégué, il s'agit là de répartitions d'emplois qui ont été faites ou seront faites par de simples décisions ministérielles.

Il n'est évidemment pas conforme au respect de la hiérarchie des normes juridiques que l'arrêté royal en projet se réfère ainsi, pour énoncer son objet même, à des décisions ministérielles, qu'il ne vise, d'ailleurs, pas de manière parfaitement explicite. Au surplus, le procédé a l'inconvénient d'habiliter indirectement le Ministre à modifier complètement le champ d'application de l'arrêté en projet. Pour écarter ces objections, il y

.../...

a lieu de fixer par arrêté royal les structures données en ce qui concerne les emplois du niveau 3, à l'Administration des douanes et accises.

III. L'article appelle également de légers amendements de forme.

Compte tenu des observations faites ci-dessus, l'article pourrait être rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Sont réservés à des candidats du sexe masculin :

1° à l'Administration des douanes et accises : les emplois des grades énumérés ci-après qui relèvent soit du secteur des douanes, soit des sections de surveillance du secteur des accises: lieutenant des douanes, agent en chef des douanes-chef de poste, agent en chef des douanes, agent principal des douanes, chef de section des accises, agent en chef des finances, agent principal des finances, agent des finances;

2° à l'Administration du cadastre : les emplois du grade de manoeuvre".

Article 2.

Après la mention de l'arrêté royal du 4 août 1967, il y a lieu, pour se conformer à l'usage et prévenir toute confusion, d'ajouter les mots "..., modifié par l'arrêté royal du 24 septembre 1971".

.../...

Article 3.

Selon les explications données par le fonctionnaire délégué, le Gouvernement n'entend pas donner effet rétroactif à l'arrêté en projet, mais pouvoir le mettre en application dès la date de sa publication.

L'article 3 devrait donc être rédigé comme suit :

"Article 3.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge".

DOEL VAN HET ONTWERP.

Het ontwerp strekt ertoe het koninklijk besluit van 4 augustus 1967 betreffende de voorwaarden van toelating tot sommige betrekkingen bij het Ministerie van Financiën in zijn geheel op te heffen en door een nieuw besluit te vervangen. Ondanks de algemene bewoordingen van zijn opschrift heeft het op te heffen besluit slechts tot doel, alleen kandidaten van het mannelijk geslacht toe te laten tot bepaalde betrekkingen bij de Administratie der douane en accijnzen en bij de Administratie van het kadaster. De werkingssfeer ervan is reeds beperkt door het koninklijk wijzigingsbesluit van 24 september 1971.

Het onderhavige ontwerp wil de categorieën van betrekkingen die alleen voor mannelijke kandidaten openstaan, nog meer beperken. Het maakt een einde aan de uitsluiting van vrouwelijke kandidaten voor de betrekkingen van niveau 2. Ook heeft de Minister van Financiën, zoals de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, besloten de betrekkingen van niveau 3 van de "sector der accijnzen" onder te verdelen in betrekkingen van de "bewakingssecties" en betrekkingen van de "controlesecties". Luidens artikel 1, 1°, van het ontwerp-besluit zullen vrouwelijke kandidaten nog alleen uitgesloten zijn van de betrekkingen van de "bewakingssecties", welke overeenstemmen met ambten die reizen en bezoeken aan instellingen impliceren; daarentegen zullen zij voortaan toegang hebben tot de betrekkingen van de "controlesecties", die overeenstemmen met meer administratieve taken zoals bijvoorbeeld het nazien van de boekhouding.

.../...

ALGEMENE OPMERKING.

I. Het beginsel van de gelijkheid van de burgers dat neergelegd is in artikel 6 van de Grondwet - thans aangevuld met artikel 6bis - impliceert onder meer dat de administratieve overheid die tot verordenen bevoegd is, slechts voor personen die zich in verschillende feitelijke toestanden bevinden, verschillende regelen mag vaststellen. Het impliceert bovendien dat die overheid dat slechts mag doen op grond van objectieve gegevens die redelijkerwijs het door die regelen gemaakte onderscheid kunnen wettigen, gelet op hun onderwerp en hun doel. Het spreekt vanzelf dat het antwoord op de vraag of verschil in feitelijke toestand verschil in rechtsregeling kan wettigen, in zeer ruime mate afhangt van de wijze waarop men de maatschappij georganiseerd wil zien. De Raad van State heeft dan ook, in het arrest van 15 maart 1974, MASIP, nr. 16.303, IIIe, verklaard "dat de werkingssfeer (van dat beginsel van de gelijkheid van de burgers) noodzakelijk wordt bepaald door de opvatting welke de Grondwetgever zich heeft gevormd en door die welke de wetgever zich te allen tijde vormt over de eisen van de naleving ervan; dat die werkingssfeer derhalve haar door de Grondwet vastgestelde of bekrachtigde grenzen heeft en wisselt naargelang de wetgever die grenzen verruimt wegens de omstandigheden die hij in aanmerking neemt".

II. Aansluitend bij de opvattingen over de rol van de vrouw die gemeengoed waren in de samenleving waarin de wetten tot instelling en regeling van de diverse overheidsambten tot stand zijn gekomen, luidde de rechtspraak in de XIXe eeuw dat in de wetgeving een stilzwijgende

.../...

algemene regel besloten lag die, behoudens uitdrukkelijke afwijking, vrouwen de toegang tot alle eigenlijke overheidsambten ontzegde (PANDECTES BELGES, deel 44, 1893, V° Fonction publique, nrs. 29 en volgende).

Na de eerste wereldoorlog hebben bijzondere wetten de vrouwen toegelaten tot bepaalde overheidsambten. De wetten van 15 april 1920 en 27 augustus 1921 hebben hen toegelaten tot de ambten van gemeenteraadslid, burgemeester, schepen, gemeentesecretaris en gemeenteontvanger. De wet van 7 augustus 1922 heeft hun toegang verleend tot het beroep van advocaat. Wat de ambten in de Rijksbesturen betreft, sedert 1921 acht de Regering ook die toegankelijk voor vrouwen. Toch heeft zij gemeend hen van bepaalde ambten te kunnen uitsluiten (G. DOR en ad. BRAAS, "La Constitution", nr. 85, in "Novelles, Lois politiques et administratives", deel II; L. TALLOEN "Les femmes dans l'administration publique" in "La réforme du statut des agents de l'Etat", blz. 71-118. Institut belge des sciences administratives, 1954).

Kort na de tweede wereldoorlog hebben de wetten van 7 mei 1947, 21 februari 1948 en 1 maart 1950 de vrouwen onderscheidenlijk toegang verleend tot het ambt van advocaat bij het Hof van Cassatie, tot alle ambten van de rechterlijke orde alsook tot het ambt van lid van de Raad van State of van zijn auditoraat.

De wet van 19 maart 1964 heeft het Verdrag betreffende de politieke rechten van de vrouw, afgesloten op 31 maart 1953, te New York, goedgekeurd. Artikel 3 van het Verdrag bepaalt : "Vrouwen hebben op gelijke voet

.../...

met de mannen en zonder enige discriminatie hetzelfde recht als de mannen om alle openbare betrekkingen te bekleden en om alle openbare ambten uit te oefenen die in de nationale wetgeving zijn voorzien". Overeenkomstig de wenk die de Raad van State in zijn advies over het wetsontwerp had gegeven heeft de Regering bij de toetreding van België het volgende voorbehoud gemaakt : "... zowel voor het verleden als voor de toekomst, kan het Verdrag geen afbreuk doen aan het recht van de openbare overheid om de voorwaarden van toegankelijkheid tot de openbare ambten vast te stellen door zich te laten leiden, buiten elke gedachte van discriminatie, hetzij door de bekommernis om de bescherming van de vrouw tegen zekere lichamelijke of morele risico's te verzekeren, hetzij door objectieve overwegingen afhankelijk van de vereisten welke verbonden zijn met de goede werking van sommige openbare diensten" (Belgisch Staatsblad van 2 september 1964). In zijn advies over het wetsontwerp had de Raad van State gesteld : "Zulke uitsluitingen zijn geen eigenlijke discriminatie maar veleer de bevestiging van een verschil in behandeling, dat steunt op een feitelijk verschil en op de objectieve gevolgen daarvan" (Gedr. St., Kamer, zitting 1962-1963, nr. 644/1, blz. 4).

III. Uit deze heel in het kort geschetste evolutie van de wetgeving mag worden afgeleid dat het door artikel 6 van de Grondwet gehuldigde gelijkheidsbeginsel thans wordt geacht ook het beginsel van de gelijkheid der geslachten in te sluiten. Zoals het aangehaalde arrest van 15 maart 1974 verklaart, wordt dat

.../...

beginsel geschonden door "een discriminatie die uitsluitend berust op het geslacht".

Het beginsel van de gelijkheid van de geslachten geldt onder meer voor de toelating tot overheidsbetrekkingen.

Dat beginsel, aldus het arrest van 9 februari 1966, nr. 11.634 (Verz. blz. 126), doet echter geen afbreuk "aan het recht van de overheid om de voorwaarden van toegankelijkheid tot de openbare ambten vast te stellen en aldus de toelating tot bepaalde bedieningen te verbinden aan eisen inzake geschiktheid waaraan alleen kandidaten van een bepaald geslacht kunnen voldoen". De Raad van State heeft zijn rechtspraak bevestigd in het arrest van 21 december 1966, nr. 12.124 (Verz. blz. 1083) en in de arresten van 21 juni 1973, nrs. 15.928 en 15.929 (Verz., blz. 542).

Overigens moet onder meer rekening worden gehouden met de tekst en de geest van de wetsbepalingen die verbieden, of de Koning toestaan te verbieden, dat vrouwen bepaalde arbeid verrichten (arbeidswet van 16 maart 1971, artikelen 8, 10, 36, 41 tot 45).

IV. Uit de evolutie van de wetgeving blijkt bovendien dat bepaalde veranderingen in de toestand van de vrouw tot gevolg hebben, dat een tot dusver op objectieve gronden aangenomen verschil in behandeling thans voor discriminerend moeten worden gehouden. De evolutie van de toestand van de vrouw in de samenleving is het immers, die ertoe heeft geleid dat aan artikel 6 van de Grondwet een interpretatie wordt gegeven welke die bepaling tot dusver niet had gekregen.

.../...

V. De omvang van de wijzigingen die zich hebben voorgedaan en zich blijven voordoen met betrekking tot de toestand van de vrouw in onze samenleving, doen het de Raad wenselijk voorkomen nog twee nadere overwegingen van algemene aard naar voren te brengen :

1° Het systeem waarin uitgegaan wordt van het vermoeden dat alleen de kandidaten van een bepaald geslacht voldoen aan de "geschiktheidseisen" waaraan die van het andere geslacht nooit zouden voldoen, kan tot willekeur leiden. Ten einde dat gevaar te ondervangen zou men, in de volle mate waarin dat mogelijk is, de voorkeur dienen te geven aan een ander systeem, waarin de geschiktheidseisen nauwkeuriger worden omschreven en zonder onderscheid naar het geslacht wordt nagegaan welke kandidaten aan die eisen voldoen.

2° een verder doorgedreven specialisatie van de betrekkingen zou het mogelijk maken de uitsluiting van vrouwelijke kandidaten nog meer te beperken.

Dat is trouwens wat het onderhavige ontwerp beoogt; het wil een nieuwe categorie van betrekkingen bij de Administratie der douane en accijnzen onttrekken aan de uitsluiting waarvan vrouwelijke kandidaten tot dusver het slachtoffer waren.

.../...

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Opschrift.

Ten einde het doel van het ontwerp-besluit nauwkeuriger in het opschrift te verwoorden, redigere men dit laatste als volgt :

"Koninklijk besluit betreffende sommige, alleen voor mannelijke kandidaten toegankelijke betrekkingen van het Ministerie van Financiën".

Aanhef en voorafgaande formaliteiten.

I. Vooraan in de aanhef moet worden verwezen naar artikel 66, tweede lid, van de Grondwet, waaraan het ontwerp-besluit zijn rechtsgrond ontleent.

II. Met grotere nauwkeurigheid en overeenkomstig het gebruik zou het eerste lid, dat het tweede wordt, als volgt moeten worden geredigeerd :

"Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op de artikelen 6 en 15, tweede lid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 maart 1964 en 17 september 1969;".

III. Overeenkomstig het gebruik schrappe men in het vierde lid de vermelding van het koninklijk besluit van 4 augustus 1967, dat in artikel 2 van het ontwerp wordt opgeheven.

.../...

IV. De considerans zegt alleen dat de Regering het wenselijk acht "af te zien van de uitsluiting van het vrouwelijk personeel van sommige betrekkingen van de Administratie der douane en accijnzen". Het is juist dat het ontwerp-besluit een engere werkingssfeer heeft dan het koninklijk besluit van 4 augustus 1967. Maar het heft dit laatste op. Het zal dus het ontwerp-besluit zijn dat de voorwaarden stelt, dat men tot het mannelijk geslacht moet behoren om te kunnen worden benoemd in de betrekkingen waarvoor de Regering die voorwaarde in stand wil houden. Volgens de huidige interpretatie van het beginsel van de gelijkheid van de burgers - dat, zoals hiervoren is gezegd, thans wordt geacht het beginsel van de gelijkheid van de geslachten in te sluiten - zijn de koninklijke besluiten die bepaalde betrekkingen bij het algemeen bestuur voor mannelijke dan wel voor vrouwelijke kandidaten voorbehouden, uitzonderingsmaatregelen. Die mogen dan ook alleen worden genomen op grond van objectieve gegevens die eigen zijn aan de ambten waarmee de betrekkingen overeenstemmen. Zodanige koninklijke besluiten moeten bovendien met redenen worden omkleed, door een nauwkeurige opgave van die objectieve gegevens in de aanhef.

Wat nu de Administratie der douane en accijnzen betreft wordt de voorwaarde, dat gegadigden van het mannelijk geslacht moeten zijn, in het ontwerp alleen gehandhaafd voor de betrekkingen van de in niveau 3 ingedeelde graden die hetzij tot de sector der douane, hetzij tot de bewakingssecties van de sector der accijnzen behoren. Voor beide groepen van betrekkingen, aldus de gemachtigde ambtenaar, brengen de ambten welke met die betrekkingen overeenstemmen zware lichamelijke vermoeidheid mee, vergen zij nachtprestaties en stellen zij bloot aan feitelijkheden.

.../...

Voor de administratie van het kadaster wordt de eis, dat gegadigden van het mannelijk geslacht moeten zijn, in het ontwerp gehandhaafd voor de betrekkingen van "hulparbeider" omdat de bedoelde ambten zware lichamelijke vermoeidheid meebrengen.

In het ontwerp-besluit zouden als volgt gerédigeerde consideransen kunnen worden opgenomen :

"Overwegende dat, ten gevolge van de nieuwe organisatie van een gedeelte van de diensten van de Administratie der douane en accijnzen, de thans geldende uitsluiting van kandidaten van het vrouwelijk geslacht voor bepaalde betrekkingen kan worden opgeheven;

Overwegende echter dat de in artikel 1 bedoelde betrekkingen alleen voor kandidaten van het mannelijk geslacht toegankelijk moeten blijven, omdat die betrekkingen overeenstemmen met ambten die zware lichamelijke vermoeidheid meebrengen en waarvan er bovendien een aantal zijn die nachtprestaties noodzakelijk maken en die aan feitelijkheden bloot stellen".

V. In de aanhef moet worden verwezen naar het advies van de directieraad van het Ministerie van Financiën. Volgens de gemachtigde ambtenaar is dat advies gegeven. Raadpleging van de directieraad was verplicht, daar het ontwerp valt onder toepassing van artikel 6 van het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969.

.../...

Artikel 1.

I. Ten einde het artikel nauwkeuriger te redigeren en om te voorkomen dat een wijziging van de indeling der graden in niveaus zou leiden tot een verruiming van de werkingssfeer van de door het ontwerp gestelde voorwaarde, vervange men de vermelding van de betrekkingen der bij niveau 3 ingedeelde graden bij voorkeur door de opsomming van die graden.

II. Artikel 1, 1°, bepaalt zijn werkingssfeer door verwijzing naar de verdeling van de betrekkingen van niveau 3 bij de administratie der douanen en accijnzen over de "sector der douane", de "sector der accijnzen" en de "sector der kantoren". Eveneens bepaalt het zijn werkingssfeer door te verwijzen naar de verdeling die in de "sector der accijnzen" is gemaakt tussen de betrekkingen van de "bewakingssecties" en de betrekkingen van de "controlesecties". Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, gaat het hier echter om verdelingen van betrekkingen die bij wege van gewone ministeriële beslissingen zijn of zullen worden gedaan.

De hiërarchie der rechtsnormen wordt vanzelfsprekend niet in acht genomen wanneer een koninklijk besluit zijn voorwerp zelf, zoals het ontwerp dat doet, formuleert via verwijzing naar ministeriële beslissingen, welke het overigens niet geheel uitdrukkelijk vermeldt. Aan die werkwijze is bovendien het nadeel verbonden dat de Minister onrechtstreeks gemachtigd wordt om de werkingssfeer van het ontwerp-besluit geheel te wijzigen. Wil men

.../...

die bezwaren ondervangen, dan is het nodig bij koninklijk besluit de structuren te bepalen die, wat de betrekkingen van niveau 3 betreft, aan de Administratie der douane en accijnzen worden gegeven.

III. Ook naar de vorm behoeft het artikel enige amendering.

Met inachtneming van de hiervoren gemaakte opmerkingen kan het als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 1.-

Alleen kandidaten van het mannelijk geslacht worden toegelaten :

1° bij de Administratie der douane en accijzen : tot de betrekkingen van de hierna genoemde graden die hetzij onder de sector der douane, hetzij onder de bewakingssecties van de sector der accijnzen ressorteren : luitenant der douane, hoofdbeambte der douane - hoofd van een post, hoofdbeambte der douane, eerstaanwezend beambte der douane, sectiechef der accijnzen, hoofdfinanciebeambte, eerstaanwezend financiebeambte, financiebeambte;

2° bij de Administratie van het kadaster : tot de betrekkingen van de graad van hulparbeider".

Artikel 2.

Na de vermelding van het koninklijk besluit van 4 augustus 1967 moeten, zoals gebruikelijk en ter voorkoming van misverstand, de woorden "gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 september 1971" worden toegevoegd.

.../...

Artikel 3.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, ligt het niet in de bedoeling van de Regering het ontwerpbesluit te doen terugwerken. Het zou toepassing krijgen zodra het is bekendgemaakt.

Artikel 3 zou dus als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 3.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt".

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
J. van den BOSSCHE, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J. van den BOSSCHE.
Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. van den BOSSCHE.
Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. MASQUELIN.